

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures

Appel d'offres ouvert













En application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

FOURNITURE D'ALIMENTS POUR TRUITES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Centre de recherche
Bretagne - Normandie
Domaine de la Motte
BP 35327
35653 LE RHEU cedex
Tél. : + 33 (0)2 23 48 51 00

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet :</u> FOURNITURE D'ALIMENTS POUR TRUITES</p>
	<p><u>Acheteur :</u> INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE) Domaine de la Motte - BP 35327 35653 LE RHEU cedex</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>0937 - UE PEIMA, Barrage du Drennec, 29450 Sizun</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 3 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches :</u> L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires :</u> Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>



SOMMAIRE

PARTIE 1. PRÉAMBULE.....	5
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	6
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 3. DURÉE.....	6
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE	7
4.1. TYPE D'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 6. ASSURANCES	7
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	7
7.1. SOUS-TRAITANCE.....	7
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	8
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	9
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	9
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX	9
8.2. CONTENU DU PRIX	9
8.3. VARIATION DES PRIX.....	9
8.4. VARIATION EXCEPTIONNELLE DES PRIX	10
ARTICLE 9. AVANCE.....	11
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT	11
11.1. DELAI DE PAIEMENT	11
11.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	12
11.3. FACTURATION	12
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	14
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	14
ARTICLE 13. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
13.1. ORGANISATION DES LIVRAISONS	14
13.2. MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES D'UN PRODUIT.....	15
13.3. FORMULATION SPECIALE	15
13.4. SUBSTITUTION DE PRODUITS ET COMPLÉMENTS DE GAMME.....	16
13.5. RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT.....	16
13.6. STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DÉCHETS.....	17
ARTICLE 14. DÉVELOPPEMENT DURABLE	17
ARTICLE 15. MODIFICATIONS	17
ARTICLE 16. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	18
16.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	19
ARTICLE 17. RÉCEPTION.....	19
ARTICLE 18. DÉLAI DE GARANTIE	20
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES.....	21
ARTICLE 19. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ	21



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Liberté

PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	22
ARTICLE 20.	PÉNALITÉS ET PRIMES	22
ARTICLE 21.	MESURES COERCITIVES	24
ARTICLE 22.	CAS DE RÉILIATION	24
ARTICLE 23.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	24
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	26
ANNEXE 1 -	CLAUSES PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION.....	27

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

La livraison des fournitures se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom : Monsieur/Madame Le Président

Adresse : INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE), Domaine de la Motte, BP 35327, 35653 LE RHEU cedex

Téléphone : 02.23.48.51.00

ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Objet des fournitures : FOURNITURE D'ALIMENTS POUR TRUITES.

Lieux de livraison : 0937 - UE PEIMA, Barrage du Drennec, 29450 Sizun

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

Lot 1 "Aliments alevinage" :

Le montant annuel maximum de commandes pour la période initiale et pour chacune des périodes de reconduction est de 10.000,00 € HT.

Lot 2 "Aliments grossissement" :

Le montant annuel maximum de commandes pour la période initiale et pour chacune des périodes de reconduction est de 40.000,00 € HT.

Lot 3 "Aliments géniteurs" :

Le montant annuel maximum de commandes pour la période initiale et pour chacune des périodes de reconduction est de 40.000,00 € HT.

ARTICLE 3. DUREE

Pour tous les lots

Durée initiale de cet accord-cadre : 12 mois, à compter de la date de notification

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions de 12 mois chacune. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Caractéristiques du délai de livraison :

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. A défaut de précision, ils sont de quinze (15) jours calendaires maximums après la réception du bon de commande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG Fournitures courantes et services.

ARTICLE 4. ACCORD-CADRE

4.1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fournitures.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (*) ;
- Le cadre de réponse développement durable ;
- Le cadre de réponses techniques.

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 7. INTERVENANTS

7.1. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Liberté

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution. L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

8.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG Fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

8.3. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : les prix sont révisables trimestriellement.

Ces derniers sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix comprennent la fourniture, les coûts de fabrication, les frais de livraison, assurances et les éventuels coûts d'analyse. Le taux légal de TVA sera indiqué, ainsi que le prix TTC.

Les prix sont révisables trimestriellement par référence aux indices définis ci-après, par application de la formule :

$$P = P_o \times I/I_o$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix initial du marché

I_o = valeur de l'indice du mois de remise des offres

I = valeur de ce même indice pour le mois de révision (dernière valeur connue)

Pour tous les lots, l'indice retenu est l'indice INSEE des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA – identifiant 010538987).

La révision de prix prendra la forme d'une mise à jour du BPU du marché faite par le titulaire avec les tarifs révisés.

Elle est à l'initiative du titulaire qui doit présenter par courriel ses calculs détaillés à Mme Béatrice SAOUT (beatrice.saout@inrae.fr) au moins un mois avant l'échéance. Si la demande de révision est acceptée, elle prend effet dès la période de 3 mois suivante.

S'il le souhaite, le Centre INRAE Bretagne Normandie peut prendre l'initiative de cette révision des prix. Il prévient alors le titulaire, en lui présentant son calcul et son résultat avant l'échéance.

Si la demande est effectuée hors délai, le titulaire s'expose à une non révision des prix, sauf accord du Centre INRAE Bretagne Normandie.

Détermination des prix de règlement :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

Détermination des prix de règlement :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

8.4. Variation exceptionnelle des prix

Conformément à l'article 25 du CCAG Fournitures courantes et services, en cas de circonstance exceptionnelle que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, ou en cas de variation exceptionnelle du coût des matières premières, d'une manière telle qu'elle est à la fois extérieure au titulaire, imprévisible et qu'elle modifie significativement l'économie du marché, malgré la mise en œuvre passée ou à venir de la clause de révision des prix de l'accord-cadre, le titulaire et INRAE examinent de bonne foi les conséquences notamment financières de cette circonstance ou de cette variation.

Le titulaire demande à INRAE la mise en œuvre de cet article en apportant des éléments démontrant que les conditions mentionnées à l'alinéa précédent sont remplies, notamment des éléments de preuve (nationaux et internationaux) justifiant de la circonstance ou de la variation exceptionnelle. Cette demande doit être effectuée au minimum deux (2) mois avant la date d'effet souhaitée des modifications apportées, en principe à titre temporaire, au marché.

A cette demande est joint le BPU (sous format Excel) sur lequel doit obligatoirement figurer :

- L'ancien prix unitaire HT ;
- Le nouveau prix unitaire HT ;

- Le pourcentage d'évolution produit par produit ;
- Le nouveau montant total HT et TTC ;
- L'évolution globale sur l'ensemble du marché.

A défaut de production de cette pièce, le délai de traitement de la demande est suspendu.

S'il considère que les éléments fournis justifient la mise en oeuvre de la présente clause, INRAE peut demander au titulaire, dans un délai qu'il détermine, des éléments de preuve complémentaires, tels que des factures, permettant de justifier précisément la réalité et le quantum des surcoûts imputables à la circonstance ou à la variation invoquée, ainsi que la preuve, le cas échéant par déclaration sur l'honneur, de ce que les augmentations de prix sont appliquées à l'ensemble de sa clientèle.

Dans le cas où le titulaire n'apporte pas les justifications attendues dans le délai fixé par INRAE, ce dernier a la faculté de lui donner un délai supplémentaire, ce qui a pour effet de décaler la date d'effet des éventuelles modifications à apporter au marché. A défaut de production des pièces demandées à l'issue de ce délai, le cas échéant prolongé, INRAE peut rejeter la demande et éventuellement résilier l'accord-cadre sans indemnisation du titulaire.

A défaut de résiliation, l'exécution de l'accord-cadre est poursuivie aux conditions de prix initiales. En cas d'acceptation, les nouveaux prix sont validés par voie d'avenant pendant la durée fixée dans ce dernier. Le titulaire doit en outre obligatoirement prévenir INRAE en cas de baisse des coûts, et immédiatement répercuter la baisse sur ses prix de vente, le cas échéant par application d'une offre de prix promotionnels.

ARTICLE 9. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Agent comptable secondaire du centre INRAE Bretagne - Normandie
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE)
Domaine de la Motte - BP 35327
35653 LE RHEU cedex
Tél. : 02.23.48.51.00

11.2. Modalités de règlement des comptes

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement une fois les prestations réalisées et réceptionnées. Le règlement des comptes peut faire l'objet d'acomptes comme indiqué à l'article 11 du CCAG Fournitures courantes et services.

11.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE)
SIRET : 18007003900276

En application de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Liberté

- 6° La date de livraison des fournitures ;
 - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
 - 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG Fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS

13.1. Organisation des livraisons

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- La date d'expédition ;
- La référence à la commande ou au marché ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Les manutentions sont à la charge du fournisseur.

Les risques afférents au transport incombent au titulaire.

Le titulaire devra s'informer et se conformer aux mesures de biosécurité et aux plans de prévention des risques mis en place sur les sites.

A chaque livraison, l'identification devra apparaître sur les bons de livraison.

Le délai d'exécution de chaque commande court à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

La livraison doit être effectuée à l'adresse suivante : 0937 - UE PEIMA, Barrage du Drennec, 29450 Sizun

Les aliments pourront être livrés :

- en sacs, 50 ou 25 kg, 3 feuilles, avec possibilité de chargement palettes ou en big bag, à la demande des utilisateurs ;
- en granulés vrac, l'identification devra apparaître sur le bon de livraison ;
- en seaux ou blocs pour les minéraux.

Les livraisons sont à effectuer :

Les livraisons doivent être effectués sous quinze (15) jours calendaires maximums après la réception du bon de commande.

13.2. Modification des caractéristiques d'un produit

En cas de modification de référence liée à un changement de code du produit ou en cas d'évolution du produit lié à un changement de conditionnement, d'emballage ou de composition, dès lors que les caractéristiques techniques principales du produit ne sont pas modifiées et sans impact sur le prix, le titulaire informe l'unité d'INRAE du changement au minimum trente (30) jours avant la date d'application. Il lui adresse un dossier sur cette modification ainsi que la fiche technique du produit mise à jour. Après avoir vérifié que cette modification ne rend pas le produit non conforme aux exigences du marché et que l'absence d'incidence sur le prix ne prête pas à discussion, l'unité informe le titulaire de la modification opérée.

Le non-respect de cette procédure et notamment du délai de trente (30) jours susmentionné expose le titulaire à un rejet des marchandises de la part des bénéficiaires.

INRAE peut refuser le(s) modification(s) demandées par le titulaire et se réserve le droit de résilier l'accord cadre en fonction de l'importance des changements demandés par le titulaire. Il peut également considérer qu'elles doivent donner lieu à la procédure de substitution de produit.

13.3. Formulation spéciale

Dans la mesure où le respect des normes techniques figurant au CCTP conduirait le titulaire à réaliser une formulation spéciale, celui-ci ne pourra, dans le cas où il la commercialiserait, faire référence à INRAE qu'avec l'accord de ce dernier.

13.4. Substitution de produits et compléments de gamme

Le titulaire propose des évolutions ou compléments de gamme dans les cas suivants :

- arrêt de commercialisation d'un produit ;
- évolution technique du produit dépassant le cas d'une simple modification de ses caractéristiques ;
- évolution de la réglementation ;
- évolution des besoins des bénéficiaires.

Le titulaire remet un dossier exposant le ou les motifs de sa proposition et présentant le ou les produits proposés, notamment leur fiche technique. Les produits proposés sont au moins équivalents, en termes de qualité, au produit figurant dans son offre technique initiale.

Le titulaire applique aux produits concernés un prix inférieur ou égal au prix (remisé ou non) du BPU de l'accord-cadre. Hormis l'arrêt de commercialisation d'un produit, si le titulaire est dans l'incapacité de proposer un prix inférieur ou égal au prix du BPU, il transmet à INRAE tous les justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de sa demande par rapport aux évolutions proposées. En tout état de cause, le prix proposé doit être inférieur ou égal au tarif public applicable à l'ensemble de la clientèle du titulaire.

En cas d'acceptation d'INRAE, ces évolutions et compléments de gamme donnent lieu à la conclusion d'un avenant, conformément à la clause de réexamen.

13.5. Rupture d'approvisionnement

Rupture momentanée

Si le titulaire se trouve en situation de ne plus pouvoir livrer l'un de ces produits de façon momentanée, il en avise immédiatement l'unité concernée et négocie directement la livraison d'un produit de substitution de qualité équivalente ou supérieure au produit retenu et conforme au prix du marché. La fiche technique du produit de substitution est adressée au bénéficiaire. Si le titulaire n'est pas en mesure de proposer un produit de substitution conforme aux attentes du bénéficiaire, ce dernier a la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article « exécution aux frais et risques » du présent CCAP.

Rupture prolongée

En cas de rupture prolongée (plus de deux (2) mois), le titulaire se rapproche de son interlocuteur au sein de l'unité, afin de lui proposer un produit de remplacement. Il joint la fiche technique du produit de remplacement à sa proposition. Ce produit de remplacement est, en principe, de qualité équivalente ou supérieure au produit retenu et au prix du marché. Toute différence doit, à cet égard, être dûment justifiée et peut être refusée par l'unité.

Ce produit remplace l'article initialement prévu au marché seulement dans le cas où les vérifications effectuées (et, le cas échéant, les tests pratiqués) par l'unité sont jugés satisfaisants par ce dernier. Cette modification donnera lieu à la conclusion d'un avenant dans le cadre de la mise en oeuvre de la procédure de réexamen. La durée de cet avenant correspond à celle de la rupture.

Rupture d'un produit en raison d'une pénurie

Si le titulaire se trouve en rupture d'approvisionnement de l'un des produits prévus au marché pour une raison indépendante de sa volonté, en raison d'une pénurie généralisée et notoire, il est relevé de son

obligation contractuelle de livraison. Le titulaire transmet à INRAE les justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de cette rupture.

Le titulaire propose à INRAE, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la constatation de la pénurie généralisée, la fourniture d'un article de remplacement permettant de répondre au besoin, au prix de l'article initial devenu indisponible. INRAE informe le titulaire, dans les meilleurs délais, s'il accepte ou non la modification demandée. Si elle est acceptée par INRAE, la demande du titulaire donne lieu à la conclusion d'un avenant à l'accord-cadre. Cet avenant d'application temporaire précise une date de début et une date de fin à la substitution de produit.

13.6. Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG Fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Dispositions environnementales et RSE :

Il est fait application des éléments figurant dans le cadre de réponse développement durable.

ARTICLE 15. MODIFICATIONS

Modifications :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Clause de réexamen :

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées à l'accord-cadre quel qu'en soit le montant et cela dans les hypothèses suivantes :

- en cas de modification des caractéristiques d'un produit sur le fondement du présent CCAP et du CCTP ;
- en cas de substitution de produits et compléments de gamme sur le fondement du présent CCAP et du CCTP ;
- en cas de substitution d'un produit par un autre dans le cadre d'une rupture d'approvisionnement prolongée ou en raison d'une pénurie sur le fondement du présent CCAP et du CCTP ;
- en cas de circonstance ou de variation exceptionnelles, sur le fondement de l'article 13 du présent CCAP ;

- en cas de changement de contractant ;
- en cas de modification des prix justifiée par une augmentation des taxes et contributions applicables aux produits.

Les maximums mentionnés au marché peuvent être augmentés dans les hypothèses suivantes :

- en cas de modification des pratiques et protocoles d'achat au sein des bénéficiaires ;
- en cas de modification législative ou réglementaire liée notamment au produit ou à ses conditions de commercialisation ;
- en cas de circonstance imprévisible pour les bénéficiaires ou le fournisseur ayant un impact significatif sur l'exécution du marché ou ses prix, dès lors que cette augmentation apparaîtrait nécessaire, au regard en particulier des justificatifs apportés par le titulaire et aux projections raisonnables de commandes des bénéficiaires ainsi que de déploiement de l'offre pour la durée restant à courir de l'accord-cadre, à la mise en oeuvre utile du réexamen.

Tout changement accepté par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'une modification contractuelle.

En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre.

ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE

16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 17. RECEPTION

A la demande d'INRAE, le titulaire donnera à celui-ci toutes les facilités nécessaires pour surveiller les phases de la fabrication en usine et effectuer, éventuellement, des prélèvements de matières premières pour analyse.

Les opérations de vérification des livraisons seront les suivantes :

Vérifications quantitatives

- Pesées ;
- Dénombrement des sacs ;
- Etat des emballages et marquages.
- Date de fabrication.

Vérifications qualitatives

- Analyses ;
- Calibrages.

La composition des aliments devra être conforme à la législation en vigueur ; à la demande d'INRAE (UE PEIMA), le titulaire sera tenu de lui communiquer la formule détaillée et l'analyse complète de chaque aliment.

Pour tous les aliments, les mesures analytiques et zootechniques, nécessitées par les contrôles, seront effectuées par INRAE, à ses frais.

En cas de contestations sur les performances, l'expertise pourra comporter :

- Une analyse chimique
- Une analyse microscopique
- Une analyse bactériologique
- Des tests biologiques d'efficacité alimentaires effectués par un laboratoire agréé par l'administration sur proposition du titulaire. L'aliment contesté pourra être comparé par la Fabrique de Mélanges Expérimentaux d'INRAE.

Les prélèvements nécessaires à l'opération seront effectués dans les locaux d'INRAE et les analyses réalisées dans les conditions décrites ci-dessus.

Le délai maximal imparti à INRAE pour procéder à ces analyses est fixé à vingt jours. Au cas où des tests d'efficacité de plus longue durée s'avèreraient nécessaires, INRAE en aviserait le titulaire par lettre recommandée en indiquant le délai dans lequel elle pourrait se prononcer sur la réception des produits.

Si, à l'issue de ces vérifications, le produit n'était pas jugé acceptable, INRAE pourrait exiger le remplacement de la totalité du lot.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Liberté

La réception définitive des produits livrés sera prononcée par le responsable de l'unité expérimentale destinataire ou son représentant habilité auquel aura été livré l'aliment incriminé.

INRAE notifie sa décision d'admission du matériel au titulaire, dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG Fournitures courantes et services.

ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière pendant quatre (4) mois à compter du jour de la réception.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 20. PENALITES ET PRIMES

- Pénalité de retard de livraison :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/100 du montant global du bon de commande, par jour de retard de livraison à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Cette pénalité vaut pour les produits non fourni comme partiellement fourni.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont demandées dans les délais, il doit en informer immédiatement l'administration et en tout état de cause avant l'expiration de ces délais.

Il doit soumettre en même temps à l'appréciation de celle-ci, les justifications présentant un caractère de force majeure ou autre qu'il pourrait éventuellement fournir.

INRAE se réserve le droit de ne pas appliquer les pénalités de retard en fonction des éléments fournis par le titulaire.

Si le titulaire néglige de s'y conformer il sera pénalisé, sans mise en demeure préalable.

- Pénalité d'admission :

Dans l'hypothèse de rejet partiel ou total de la fourniture, par dérogation à l'article 14 du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/250 du montant global du bon de commande, par jour de retard, suivant le cas jusqu'au jour de la mise en service du matériel en état ou remplacé, ou jusqu'au jour de la résiliation du marché.

- Pénalité de retard de dépôt des factures sur Chorus :

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

- Qualité alimentaire et qualité de service :

- Non-respect de la date limite de consommation : 2 fois le prix TTC de l'aliment et commande auprès d'un autre prestataire ;
- Non-respect des règles d'hygiène (absence de traçabilité, transport inadapté, mauvaise température, conditionnement et colisage etc.) : 5% de la valeur HT commandée du produit concerné dans la limite d'un montant total de 300 € ;
- Non-conformité qualitative (irrespect des produits de référence, des caractéristiques techniques, durables, issus de l'agriculture biologiques etc.) : 20% de la valeur HT commandée du produit concerné ;
- Tromperie sur les labels, certificats, origines : 2 000 € par infraction constatée.
- Non-respect de l'organisation définie par le titulaire : 100 € par faute constatée ;
- Fournisseurs et transporteurs non identifiés auprès de l'acheteur : 100 € par faute constatée ;
- Indisponibilité - sans information de la part du titulaire : 20% de la valeur HT commandée du produit concerné ;
- Absence d'interlocuteur : 100 € ;
- Pénalité pour non continuité de service : 250 € par faute constatée.

- Suivi administratif et financier – 30 € par facture et par manquement :

- Vérification des factures :

La vérification de la facturation est effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et de la bonne réalisation des prestations définies ci-dessus.

- Suspension du délai de paiement :

Le délai de paiement peut être suspendu s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incomplètes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à réception de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

- Manque d'information sur la facture ;
- Non-correspondance avec les prestations réalisées ;
- Manque de pièces complémentaires à la facture ;
- Erreur de prix sur la facture ;
- Non prise en compte manquements ci-dessus ;
- Autre document ne correspondant pas à une facture ;
- Envoi réalisé par voie postale ou par courriel ou de toute autre manière en dehors de Chorus ;
- Non-réception sur Chorus.

Cette liste est non exhaustive.

- Pénalités afférentes au travail dissimulé :

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

Plafond des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures courantes et services, le plafond des pénalités applicables par bon de commande est égal à 20% du montant global des prestations commandées par INRAE.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 21. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG Fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG Fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG Fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG Fournitures courantes et services.

ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont :

Tribunal Administratif de Rennes

Tél. : 02 23 21 28 28

Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont :



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Liberté

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Tél. : 02 53 46 79 83

Email : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services ;
Il est dérogé à l'article 13.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services ;
Il est dérogé à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services ;
Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté

ANNEXE 1 - CLAUSES PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION

INRAE

147, rue de l'Université
75338 PARIS CEDEX 07

CLAUSES PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION

Contributeurs	Sylvie NUGIER (<i>RSSI</i>) Nathalie GANDON (<i>DPO</i>)
Rédacteurs	Cécile PEREIRA SANTO (<i>Resp. Pôle Achats IT</i>)
Valideurs	Sylvie NUGIER (<i>RSSI</i>) Nathalie GANDON (<i>DPO</i>)

Version du document : **AVRIL 2023**

1. EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le marché. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

1.1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

1.2 Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

1.3 Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

- **Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,**
- **Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.**

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

1.4 Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformatiions/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

1.5 Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
 - 1.
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.
 - 2.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.
- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

3.

2. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

2.1 Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
 - 4. Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
 - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
 - Les développements spécifiques,
 - L'hébergement des données et des services,
 - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
 - Le maintien en condition de sécurité,
 - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
 - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.